

Comment être justes en sauvant la planète ?

Catherine Caron

Numéro 807, mars-avril 2020

Comment être justes en sauvant la planète ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92928ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Caron, C. (2020). Comment être justes en sauvant la planète ? *Relations*, (807), 14-16.

COMMENT ÊTRE JUSTES EN SAUVANT LA PLANÈTE ?

Depuis que le mot transition est sur toutes les lèvres, des voix insistent pour que celle-ci soit porteuse de justice sociale et qu'elle ne se fasse pas au détriment des plus vulnérables ou des travailleurs. Car la crise climatique et écologique planétaire est une crise sociale et civilisationnelle profonde, où les populations et les États les plus touchés sont historiquement les moins responsables du problème. Où en sont les promesses des pays riches en matière de justice climatique? Pourquoi la sortie du Canada des sables bitumineux est-elle incontournable? Pourquoi le gouvernement québécois échoue-t-il à mettre en œuvre une transition globale digne de ce nom? Quel regard les Autochtones posent-ils sur la transition? Et quelles approches intéressantes existe-t-il en matière d'écofiscalité et d'agriculture?

Alain Reno, *Terre en jeu*, collage, 2020



Catherine Caron

À l'ère de l'urgence climatique, plusieurs titres dans nos médias laissent stupéfaits. «L'effort climatique du Québec est quasi nul», «Les Québécois consomment de plus en plus de pétrole» et «Québec n'a pas l'intention de suivre les recommandations du GIEC», titrait *Le Devoir* en rafale ces derniers temps. Puis, le magazine *L'Actualité* jugeait bon de poser la question suivante en couverture de son numéro de janvier: «Comment vieillir riche en sauvant la planète?». Voilà qui achevait de résumer l'aveuglement collectif et la force de déni et d'inertie de notre société.

Personne ne vieillira riche sur une planète morte, pour faire écho au slogan des manifestations pour le climat, mais cela, visiblement, échappe encore à plusieurs. La question qui devrait nous tarauder et que nous lançons en clin d'œil à *L'Actualité* est bien plutôt: «Comment être justes en sauvant la planète?» Comment, certes, mais aussi *pourquoi* cet enjeu de justice est fondamental pour tenter de préserver la possibilité, pour l'être humain et pour tant d'autres espèces, de continuer à vivre sur cette Terre.

La crise écologique et climatique est indissociable d'une profonde injustice entretenue dans le monde et d'une crise sociale marquée par la montée des inégalités. Qu'il suffise de rappeler que si tout le monde vivait comme au Canada, les ressources de cinq planètes Terre seraient nécessaires. L'ensemble des pays riches épuisent une part démesurée de la biocapacité de la planète. Comme l'écrivain Eduardo Galeano l'a bien dit dans son célèbre livre *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (1971), «la division internationale du travail fait que quelques pays se consacrent à gagner, d'autres à perdre». Cinquante ans de capitalisme globalisé plus tard, il est plus que temps de comprendre que ce jeu funeste doit cesser et que nous allons tous perdre – et, au premier rang, les plus vulnérables et des populations qui ne sont en rien responsables de la crise. La société de consommation, de croissance et de glotonnerie énergétique – dont on refuse encore trop souvent de voir qu'elle repose largement sur l'exploitation d'autres êtres humains et sur la prédation et la pollution des écosystèmes – est une drogue dont il faut urgemment nous sevrer.

Aussi faut-il détricoter tout ce qui cloche dans notre modèle de civilisation. Retisser des liens précieux, des liens d'Amour avec un grand A, avec la nature, avec l'Autre, avec



Alain Reno, *Éolienne*, collage, 2020

notre humanité et sans doute aussi avec la part la plus vulnérable de nous-mêmes. Mais il nous faut aussi détruire, pour créer. Oui, détruire : les idéologies mortifères comme celle de la croissance infinie qui nous conduit à l'impasse ; les systèmes de domination comme le capitalisme et le colonialisme (ou néocolonialisme) qui organisent l'injustice à la racine d'une crise aussi inédite que globale. Face à celle-ci, le nouveau mot d'ordre est celui de la « transition », un mot gentil pour ne pas dire qu'il nous faut faire, au fond, une révolution. Car tout se passe comme si nous étions à bord d'un train emballé et que nous tardions à tirer les freins d'urgence pour éviter une catastrophe. Nous ne prenons pas vraiment les moyens de limiter le réchauffement planétaire au seuil déjà critique de 1,5 °C. Or, les événements climatiques extrêmes s'accroissent et s'intensifient déjà, sur fond d'une crise écologique qui entraîne son lot de désastres humains et naturels.

Donc non, le terme révolution n'est pas trop fort quand on parle d'une transition – énergétique, écologique, économique – qui doit aussi être démocratique et juste. Et tant qu'à utiliser certains mots qui font peur, osons aussi celui de décroissance¹. Car il faut se sortir de la tête qu'il suffira d'opérer quelques grands remplacements (pétrole contre électricité, viande contre soja, etc.) pour que le tour soit joué et qu'on puisse « transiter » sans trop bousculer nos modes de vie. Il faut *vraiment et urgemment* produire, consommer et polluer beaucoup moins : s'extirper du borborygme actuel en faisant émerger une société qui soit post-capitaliste, où l'on partagerait plus et revaloriserait des activités véritablement porteuses de sens, de vie et d'avenir, en dehors du salaire ou du profit qu'elles procurent.

Cela nécessite de retrouver le sens de ce qu'il nous faut partager, instituer et gérer ensemble *en tant que commun* – que ce soit l'eau, les territoires, les forêts, les semences ou d'autres biens et activités – pour pouvoir en assurer la pérennité. Les peuples autochtones sont nos précieux guides à

cet égard ainsi que pour nous aider à retrouver aussi un sens du sacré, face à une nature qui nous dépasse, nous contient, nous subjugué et contre-attaque en quelque sorte, parce que nous la violentons et l'épuisons sans vergogne. Choisir la voie de la coopération plutôt que celle de la concurrence passe aussi par la revalorisation – de la part de l'État en premier lieu – des services publics et des nombreux outils collectifs que nous avons su créer jusqu'ici et qui sont importants dans les transformations à réaliser.

Autre passage obligé d'une transition digne de ce nom : rompre avec les logiques de privatisation, de financiarisation et de marchandisation. Ce ne sont pas les marchés qui sauveront la planète. Ceux-ci s'accommodent fort bien du fait qu'encore au XXI^e siècle, des enfants perdent leur enfance à gagner leur pain au creux des mines pour que nous ayons tous notre petit cellulaire nous permettant de suivre en direct la dérive du monde, ou de s'en distraire en quelques clics. L'avenir dépend avant tout d'un effort sociétal colossal, visant la sobriété et l'efficacité énergétiques, certes, mais aussi le respect des droits fondamentaux, notamment du droit à une vie digne et libre. Ignorer cette dimension de justice, c'est semer des graines de révolte susceptibles de nourrir d'importantes tensions sociales autant que la montée de différentes formes de fascismes ; cela s'observe déjà.

On n'y arrivera pas sans retirer aux transnationales (du pétrole, des mines, de l'agrobusiness, de la finance, etc.) le pouvoir excessif qu'elles ont acquis. La vaste majorité des réserves d'hydrocarbures doit rester dans le sol, nous disent les scientifiques. Cela exige d'interdire – un autre mot qui doit cesser de faire peur – leur exploitation, de convertir intelligemment les emplois qui y étaient reliés (ce qui vaut dans d'autres secteurs polluants) et de sanctionner aussi, un jour, les responsables d'écocides.

Nous savons par quelles voies passe une transition écologique porteuse de justice sociale. Ce dossier comme d'autres avant lui en aborde un certain nombre. Plusieurs personnes et groupes combattent le cynisme ambiant et le risque de paralysie que génère une écoanxiété grandissante en s'engageant dans des démarches collectives visant à transformer nos économies, notre agriculture, nos milieux ruraux et urbains, etc. À l'importance de se donner des lois-climat, des budgets carbone et des mesures contraignantes pour relever le défi qui s'impose à nous, s'ajoute celle d'articuler les échelles locale et globale des enjeux, dans un monde plus complexe et interdépendant que jamais. Mais comment guérir nos élites politiques de leur soumission aux puissants intérêts financiers qui ne cessent de les conduire à faire tout et son contraire ? Cela reste sans doute la question qui tue. ☹

« Tout était si différent quand nous te regardions comme un décor éternel, un environnement, un cadre à aménager selon nos dessins. Tu nous délivres de cette arrogance. »

GENEVIÈVE AZAM, *LETTRE À LA TERRE*

1. Voir « Cap sur la décroissance », *Relations*, n° 765, juin 2013.